

INTRODUCTION

La généralisation des échanges tend à banaliser le fait d'échanger en nous faisant oublier que l'échange n'est pas simplement utile et aujourd'hui particulièrement efficace mais constitue une dimension essentielle de l'existence de l'homme. Les exemples ne manquent pas qui révèlent par défaut le rôle fondamental des échanges : la privation d'échanges, qu'elle soit liée à une pathologie comme l'autisme ou à un processus d'exclusion sociale dû à l'emprisonnement, génère une souffrance et le sentiment d'une perte d'identité.

Les échanges signifient l'existence de différents types d'échanges à prendre en considération afin d'éviter qu'une seule logique, en l'occurrence économique, constitue le principe de tout échange.

Donner pour recevoir : le principe de l'équivalence

La réalité de l'échange s'impose d'abord de par une nécessité naturelle : nul homme ne peut se suffire à lui-même ; les hommes doivent se regrouper pour assouvir leurs besoins, il ne leur suffit pas, tels les animaux, de prélever dans la nature de quoi vivre. L'interdépendance se manifeste par la division sociale du travail, de plus en plus marquée au fur et à mesure de l'évolution des techniques et des technologies. Dans la mesure où l'homme ne s'est jamais, surtout pas aujourd'hui, arrêté à la satisfaction de ses besoins, ce qui est échangé s'inscrit dans un système économique où il s'agit de produire et de consommer des richesses. La logique économique, au-delà du troc, consiste, par l'intermédiaire de la monnaie, admise comme référence, à donner un prix à ce qui est échangé. Si tout échange inclut l'idée d'équilibre, ce dernier au sein de l'échange marchand se situe sur le registre de l'équivalence : je donne l'équivalent du coût de ce que j'achète.

Le fait est que la monnaie, servant de moyen à l'échange, risque de devenir, à l'intérieur d'un certain système économique, la finalité même de l'échange. Il faut ici souligner que la notion d'échange, comme toute autre, revêt une dimension historique à prendre en considération afin d'explorer les différentes modalités des échanges. Un des moments charnières dans l'histoire des échanges est constitué par la révolution industrielle : le mode de production changeant, s'établit, au-delà de la division sociale du travail, la division technique du travail. Sans entrer ici dans le détail de ce

changement, nous retenons la parcellisation du travail qu'il engendre pour répondre à l'impératif de productivité. Se met alors en place un nouveau système économique dit capitaliste dont le ressort, selon l'analyse de Marx, consiste à outrepasser les limites de l'échange : le travail peut se vendre, pas la force de travail, puissance vitale qui excède sa valeur marchande. Le principe de l'équivalence se trouve bafoué par ce système : celui qui travaille ne gagne pas l'équivalent de ce qu'il donne, le surplus étant destiné à faire du profit. Quoi qu'il en soit de la philosophie globale de Marx, son analyse montre du doigt un risque indéniable de l'échange marchand : l'instrumentalisation de celui qui rend possible l'échange. Cette critique, au-delà de son contexte historique, signifie que tout ne peut être objet d'échange : l'homme, en tant que personne ayant une valeur absolue ne doit pas être mise à prix. Par ailleurs, elle anticipe sur le possible emballement d'un système où le profit devient spéculation, quand la valeur de l'argent prend le dessus sur le prix à donner aux choses, au détriment de ceux qui -individus ou États- n'ont pas d'argent ou n'en auront jamais assez. La spéculation, sans contrepartie, sort de la logique qui doit être celle de l'échange.

Est-ce donc si sûr que l'échange marchand soit vecteur d'échanges au sens constructif ? L'impératif de la consommation doit garantir que des biens soient échangés mais non pas qu'ils y aient des échanges entre consommateurs. La marchandisation de la société peut aller de pair avec un isolement des individus au sens réducteur du terme, la consommation étant une pratique tellement normée qu'elle n'incite guère spontanément à l'échange intersubjectif.

Dans le domaine du travail qui se veut facteur de lien social, ce qui est exigé des ouvriers devenus des « opérateurs » : polyvalence, recherche de la promotion individuelle, les reconnaît comme individus en même temps qu'ils sont désolidarisés du groupe. Par ailleurs, une spécialisation à outrance a pour effet l'existence de corporatismes tels que l'échange entre les différents groupes et avec chacun d'entre eux devient difficile, voire impossible.

Donner et recevoir : le principe de la réciprocité

Mais jusqu'où peut aller la critique de l'échange marchand ? La gratuité du don ne pourrait-elle pas constituer un contrepoids, si ce n'est une alternative, à la marchandisation devenue trop systématique et donc abusive des échanges ? Sans doute, si tant est que la gratuité soit en tant que telle possible. En même temps, la gratuité, dans un contexte où l'échange marchand a nécessairement une place, peut éveiller des soupçons. Quand l'inscription sur tel réseau social est gratuite, quel est le prix à payer au sens alors figuré ? On commence à réaliser l'exploitation qui peut être faite de données personnelles, à l'insu des individus concernés. Quand l'appel au don se fait insistant à force de médiatisation, notamment en matière de santé, que révèle-t-il ? La gratuité du don ne peut constituer, à elle seule, une forme de compensation.

Comment réguler les échanges de telle sorte que la logique de l'échange marchand ne détienne pas le monopole de ce qui fait vivre ensemble ? « La prohibition de l'inceste, comme l'exogamie qui en est son expression sociale élargie, est une règle de réciprocité », « le contenu de la prohibition n'est pas épuisé par le fait de la prohibition ; celle-ci n'est instaurée que pour garantir et fonder, directement et indirectement, immédiatement ou médiatement un échange »¹. La règle relève alors de l'obligation dont la motivation est en partie économique étant donnée, comme le souligne C. Lévi-Strauss lui-même, la fonction économique du mariage ; Lévi-Strauss rappelle que, dans le vocabulaire de l'ancienne Russie, « le fiancé est appelé « le marchand » » et la fiancée « la marchandise ».

1 : Claude Lévi-Strauss, *Les structures élémentaires de la parenté*, Éd. Mouton, 1967, p. 60.

Mais, comme le montre M. Godelier, « les rapports de parenté ne suffisent pas à faire une société »², alors même que la sphère de la famille constitue le premier milieu où des échanges sont vécus. L'exigence de cohésion comprise dans la notion de société déborde les rapports de parenté afin d'étendre les échanges au-delà des proches, du milieu social, des traditions familiales. D'ailleurs aujourd'hui, l'individu entend s'affirmer, au sens constructif, indépendamment de l'héritage dont son histoire est inévitablement porteuse. Prenant de la distance vis-à-vis des injonctions médiatiques, à tendance moralisatrice, les individus, au sens positif du terme, peuvent s'engager dans des relations dont le principe, quel que soit le domaine concerné (politique, thérapeutique, éducatif...), relève du donner et recevoir, sous la forme du dialogue, une des formes les plus significatives de l'échange.

Le dialogue, au sein de l'intersubjectivité, cette relation réciproque et constitutive des consciences comme sujets, exclut toute instrumentalisation, chosification de l'autre, et à ce titre, devrait constituer une sorte de passerelle vers les échanges instaurant un espace politique de type démocratique, y compris dans les sphères où la logique économique s'impose avec force, comme dans celle du travail. Cette modalité d'échanges ne peut et ne doit même pas dispenser de l'échange marchand mais vise à le réguler par ce que les hommes veulent instituer en commun, sans savoir d'avance les orientations qu'ils prendront. « Les hommes vivent en société mais doivent aussi produire de la société pour vivre »³ ; cela suppose un accord, sous la forme d'un contrat tacite, qui constitue un principe fondateur lui-même non échangeable, comme le cadre que l'idéal républicain veut établir. Pour que cette référence fondatrice ne voie pas son sens dilué ou perverti, seuls un dialogue et une discussion permanente sur la manière de le faire exister peut permettre de se l'approprier, en le corrigeant si besoin est. Le dialogue, dans l'intersubjectivité ou dans l'espace public repose sur la reconnaissance de l'altérité, de la différence de l'autre et accepte d'intégrer ce qui lui fait obstacle. C'est en ce sens que l'échange relève d'une construction permanente, jamais gagnée ou décidée d'avance, où l'intérêt a sa place au sens de l'intérêt bien compris, de l'intérêt réfléchi : je donne sans savoir d'avance ce que je vais recevoir.

Le musée vecteur d'échanges

C'est à ce type d'échanges que le musée contribue, en tant que lieu de production et de diffusion du savoir. Il n'ignore pas l'échange marchand à travers d'une part l'existence du salariat et d'autre part en tant qu'acquéreur d'œuvres, d'objets mais il ne peut s'y réduire. La marchandisation de la culture, lorsqu'elle repose sur des critères d'ordre quantitatif, ne peut qu'être jugée insuffisante. Cela laisse le débat ouvert sur le prix à payer pour y accéder en termes de droit d'entrée au musée ou plus largement d'accès aux œuvres.

Cela étant dit, la spécificité d'un musée, du musée ne tient pas essentiellement à cette dimension. Le musée, comme lieu d'échanges, suppose un espace démocratique où la liberté d'expression soit reconnue, par opposition au formatage de la pensée par le pouvoir en place (sous la forme d'une histoire officielle par exemple). Cela doit permettre au musée de construire un savoir, de contribuer à le faire en intégrant l'échange au sens de donner et recevoir dans sa manière même de travailler. Si les rapports de force existent entre institutions, entre disciplines, entre les différentes fonctions attribuées aux personnes, l'esprit de dialogue ne les occulte pas et peut permettre de les dépasser au nom d'une visée à établir en commun.

2 : Maurice Godelier, *L'énigme du don*, Fayard, 2003, p. 221.

3 : Id., p. 240.

Dans son contenu même, le musée privilégie les échanges d'une part à travers ses thématiques, en traitant d'autres formes d'art, d'autres cultures que celles auxquelles il est lié ; il participe ainsi à une ouverture à l'autre, ce qui est essentiel pour faire reculer l'ethnocentrisme. D'autre part, le musée tend à laisser de plus en plus de place aux échanges à travers ses choix muséographiques : ce qui est exposé n'est pas considéré comme devant imposer silencieusement la contemplation mais comme pouvant susciter des commentaires adressés aux médiateurs ou entre visiteurs. Loin de proposer un contenu dogmatique, le musée doit inviter à poursuivre la réflexion, donnant matière pour comprendre les enjeux des débats contemporains. Ce faisant, il participe à l'exercice de la citoyenneté.

Véronique Chabert